PROCÈS-VERBAL D'AUDIENCE COUR SUPÉRIEURE
 instruction contesté COUR DU QUÉBEC
 par défaut non contesté Chambre civile familiale commerciale

RÉFÉRENCES

DANS L'AFFAIRE DE LA MISE SOUS SÉQUESTRE
INTÉRIMAIRE :

9418-8778 QUÉBEC INC.

Débitrice-intimée

BANQUE ÉQUITABLE

Requérante

RICHTER INC.

Séquestre proposé

Division Pratique Salle n° 16.04

DÉBUT 14 h 36

FIN 15 h 35

DATE : 2 mai 2025

PRÉSENT: **L'HONORABLE LOUIS JOSEPH GOUIN, J.C.S. (JG2270)**

DEMANDE
 PRÉSENTE ABSENTE

Me Alfredo Mancini (présentiel)
ML Kaufman s.e.n.c.r.l.
amancini@mlkaufman.ca

DÉFENSE
 PRÉSENTE ABSENTE

Me Andy Louis (présentiel)
Allali Brault inc.
alouis@allali.ca

Mis en cause
 PRÉSENTS ABSENTS

Me

NATURE DE LA CAUSE : Requête pour la nomination d'un séquestre (011)
(et séquence) :

GREFFIER : **Jean-Pierre Nzeyumuremyi, g. a. c. s.**

14 h 36

OUVERTURE DE L'AUDIENCE

Identification de la cause et des avocats

Échange

14 h 37

Échange de part et d'autre

15 h 03

JUGEMENT

Les parties se présentent devant le Tribunal afin de procéder à l'audition d'une « Requête pour la nomination d'un séquestre » datée du 9 avril 2025 (la « **Requête** ») et présentée par la requérante Banque Équitable (la « **Banque** »).

Il y a déjà eu une remise de l'audition de la Requête étant donné que l'avocat qui représentait alors la débitrice 9418-8778 Québec inc. (la « **Débitrice** ») n'avait plus de mandat pour continuer à agir, et ce n'est que le 30 avril 2025 que Me Andy Louis, l'avocat actuel de la Débitrice, a reçu le mandat de cette dernière de la représenter.

D'entrée de jeu, la Débitrice a demandé une remise de l'audition de la Requête afin de permettre à son nouvel avocat de se familiariser avec le dossier.

Or, les allégués de la Requête sont très éloquents quant à l'urgence de la situation et du manque flagrant de diligence de la Débitrice.

Le Tribunal se permet le parallèle suivant : « *lorsque le feu est pris, on n'attend pas 15 jours pour appeler les pompiers* », le délai de 15 jours correspondant à la remise demandée par la Débitrice

Qui plus est, la Débitrice a tenté de convaincre le Tribunal qu'il n'y avait plus d'urgence étant donné que l'immeuble visé par la Requête avait finalement été sécurisé et assuré, deux des problèmes majeurs le concernant.

Cependant, cela a été, heureusement, fait grâce au séquestre intérimaire déjà nommé à la demande de la Banque.

Il est quand même plutôt particulier que la Débitrice puisse prétendre qu'il n'y a plus d'urgence, non suite à ses gestes, mais plutôt grâce aux gestes du séquestre intérimaire et de la Banque, cette dernière avançant constamment les fonds nécessaires pour faire face aux imprévus et autres dépenses d'opération. La Débitrice ne fait tout simplement aucun geste pro-actif à cet égard.

Bref, la Débitrice n'inspire aucune confiance pour assurer la survie de l'entreprise. Elle semble s'être désintéressée de tout intérêt à cet égard

Il est plus qu'urgent de procéder à l'étape suivante, soit la nomination d'un séquestre aux termes de l'art. 243 de la *Loi sur la faillite et insolvabilité*, tel que cela est demandé par la Requête de la Banque

PAR CONSÉQUENT, LE TRIBUNAL :

REFUSE la demande remise présentée par la Débitrice;

ACCUEILLE la Requête; et

ÉMET l'ordonnance demandée, et ce, après avoir modifié certains des termes prévus au projet soumis par la Banque.

L'HONORABLE LOUIS JOSEPH GOUIN J.C.S.

15 h 35

Fin de l'audience

Jean-Pierre Nzeyumuremyi, g. a. c. s.